

Disparition

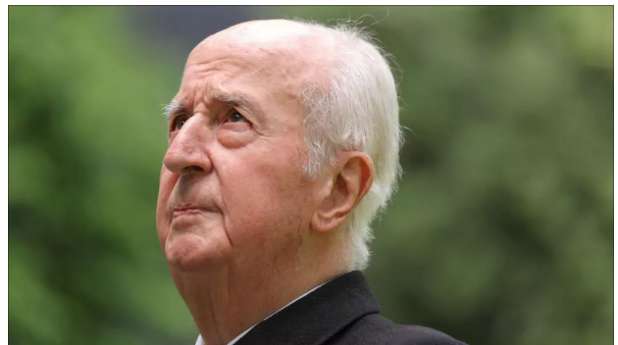
France : l'ancien Premier ministre Édouard Balladur est mort

Nicolas Sanders

RFI, 31 août 2026

L'ex-Premier ministre français (1993-1995) s'est éteint ce 31 août 2026 à l'âge de 97 ans. Sa carrière a débuté en 1964, lorsqu'il devient le collaborateur de Georges Pompidou, alors chef du gouvernement. Elle s'achève à la fin des années 2000, lorsqu'il se retire peu à peu de la vie politique. Ce que laisse Édouard Balladur, c'est d'abord le souvenir d'un chef de gouvernement.

Édouard Balladur est entré tardivement dans l'arène politique. Fidèle conseiller de Georges Pompidou, homme de cabinet, devenu secrétaire général de l'Élysée en 1973, c'est un inconnu des Français qui est élu député de Paris à la proportionnelle sous l'étiquette RPR, aux législatives de mars 1986. Le primo-élu du palais Bourbon (il a alors 57 ans) aime à dire qu'il est « *l'un des plus jeunes hommes politiques de France* ». Une arrivée sur le tard, mais qui le mène directement vers les plus hauts centres de décision : il participe comme ministre des Finances au premier gouvernement de co-



L'ancien Premier ministre français Édouard Balladur assiste à un défilé militaire marquant le baptême du grand amphithéâtre du ministère des Armées du nom de Pierre Messmer, aux Invalides à Paris, le 27 avril 2026. © THOMAS SAMSON / AFP

habitation formé par Jacques Chirac, sous présidence mitterrandienne. Unique ministre d'État du gouvernement Chirac, aux attributions élargies – les pouvoirs d'arbitrage budgétaire du Premier ministre lui ont été octroyés – il devient l'artisan des privatisations, de Rhône-Poulenc à TF1 en passant par To-

tal et la SEITA.

Trente ans plus tard, l'ancien grand argentin demeurait convaincu du bien-fondé de la politique de privatisations entreprise par le gouvernement auquel il appartenait. « *Cela a été un grand succès, le nombre d'actionnaires est passé de 500 000 à six millions. C'est allé plus vite et plus loin que ce qu'avait fait dans la même durée Margaret Thatcher qui aujourd'hui sert de référence à quelques-uns* », confiait-il en juillet 2016 à *L'Opinion*. Mais celui qui revendiquait d'être allé plus loin que l'ultra-libérale dame de fer préconisait aussi un « *libéralisme ordonné et partagé* », affirmant au passage que « *laisser libre cours au marché, ce n'est pas renoncer à toute réglementation* ». Ainsi, en 1986, l'abrogation de l'ordonnance de 1945, qui eut pour effet de libérer les prix, avait été accompagnée par la mise en place d'un Conseil de la concurrence, visant à éviter les éventuels abus et à préserver une croissance saine.

Théoricien d'une cohabitation pacifiée

Autre fait d'armes notoire du passage d'Édouard Balladur aux Finances, la suppression de l'IGF (impôt sur les grandes fortunes) en 1987. Bien des années plus tard, et après le rétablissement de la taxation du patrimoine par Michel Rocard dès 1988 avec l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune), l'ex-ministre d'État de l'Économie et des Finances continuait de recevoir encore « *des lettres de contempteurs ou d'admirateurs* », glissait-il à

L'Express en 2006. L'homme n'éprouva – ou n'avoua – en fin de compte qu'un seul vrai regret dans son ministère, celui de ne pas être parvenu à mettre en place une grande politique de participation des salariés. « *Je n'ai pas réussi à me faire comprendre* », expliquait-il pour mieux masquer son amertume.

Réélu député en juin 1988, après la défaite de Jacques Chirac au second tour de la présidentielle face à François Mitterrand, Édouard Balladur n'en sera pas moins l'un des premiers ténors de la droite à soutenir ouvertement le traité de Maastricht en 1992. L'année suivante, l'opposition de droite obtient une majorité sans précédent à l'Assemblée nationale en remportant 84 % des sièges. Théoricien d'une cohabitation pacifiée dans laquelle l'opposition au président demeure respectueuse, Édouard Balladur incarne alors aux yeux de François Mitterrand un Premier ministrable de choix, et surtout une véritable alternative au retour de Chirac à Matignon. Il apprend d'ailleurs sa nomination de façon singulière, François Mitterrand l'ayant annoncée à la télévision sans avoir préalablement prévenu l'intéressé. « *Il m'accueille [à l'Élysée, ndlr] en me disant : "Bonsoir, monsieur le Premier ministre" ; dans son esprit, je n'avais pas à accepter ou à refuser sa décision, elle était acquise* », racontait Édouard Balladur dans *Le pouvoir ne se partage pas : Conversations avec François Mitterrand* (Fayard), publié en 2009.

L'entreprise de charme de Mitterrand sur Balladur

Bien que de convictions et d'intérêts opposés, le Premier ministre Balladur et le président Mitterrand ont entretenu des relations courtoises pendant les deux années que dura la « cohabitation de velours », chacun des deux hommes s'employant à éviter soigneusement toute vexation ou provocation. « *Sans la politique, nous aurions pu être amis, compte tenu de ce que je sais de vous et de ce que je suis* », suggéra François Mitterrand à Édouard Balladur lors de leur première rencontre à l'Élysée. « Je ne répondis pas. L'entreprise de charme commençait ; elle allait durer plus d'un an », relatait le nouvel occupant de Matignon.

Chef du gouvernement, Édouard Balladur se donne un objectif, notamment, le « *retour à la croissance* ». Pour redresser les finances du pays, il réforme entre autres les retraites et lance une nouvelle série de privatisations d'entreprises publiques. Un grand emprunt d'État est lancé dès 1993. Le portefeuille du Budget est détenu par un proche du Premier ministre, Nicolas Sarkozy.

À peine installé rue de Varenne, le Premier ministre doit se prononcer sur le désengagement de la France dans son assistance militaire au Rwanda [retrait du contingent Noroît, ndlr]. « *Une de mes premières décisions à Matignon a été de réduire considérablement la présence de nos forces militaires au Rwanda (...) et de quasi supprimer toutes les fournitures d'armes* », déclarait Édouard Balladur en 2006 sur l'antenne de RFI, interrogé au

sujet des responsabilités de la France dans le génocide rwandais. « *C'est un mauvais procès que fait le Rwanda à la France, car la France a eu un seul objectif, mettre fin au génocide et sauver le plus de victimes possibles* », ajoutait l'ex-Premier ministre, qui a toujours affirmé avoir autorisé l'opération Turquoise pour sa seule dimension humanitaire. Dans une lettre adressée à François Mitterrand le 21 avril 1994, il précisait que la réussite de l'opération impliquait de « *limiter les opérations à des actions humanitaires et de ne pas nous laisser aller à ce qui serait considéré comme une expédition coloniale au cœur même du territoire du Rwanda* ».

Chirac, « l'ami de 30 ans »

Balladur et l'Afrique, ce fût aussi la dévaluation de moitié de la valeur du franc CFA, décidée le 11 janvier 1994. Un séisme pour les Africains qui voient du jour au lendemain leur pouvoir d'achat fondre de moitié. Interrogé dix ans plus tard sur les ondes de RFI par Christophe Boisbouvier, Édouard Balladur justifia ce choix, admettant au passage qu'il est impossible de résoudre tous les problèmes d'un pays par une opération monétaire : « *Si on n'avait pas décidé ce qui a été décidé dans des conditions d'ailleurs difficiles en janvier 1994, la situation des pays de la zone franc serait quasiment désespérée [...]. Une décision prise avec l'accord de tous les pays, il n'y a pas eu de protestations* ».

À l'international, on retiendra l'une des principales réalisations de son gouvernement : l'entrée en vigueur de la convention de Schen-

gen qui ouvre la voie à la libre circulation des citoyens dans l'espace européen. Une mesure symbole qui témoigne de l'engagement d'un Européen convaincu, estime Benjamin Morel, constitutionnaliste et maître de conférence à Paris Panthéon Assas.

« Il y a clairement une vision européenne de Balladur », selon Benjamin Morel, constitutionnaliste [interrogé par Nicolas Feldmann]

Édouard Balladur s'était déclaré favorable au principe de la cohabitation dès le début des années 1980. Devenu le proche conseiller du chef du RPR après une parenthèse au Conseil d'État et dans le privé suivant le décès du président Pompidou, il s'emploie à convaincre un Jacques Chirac jusque-là plutôt sceptique sur le sujet. « *L'Assemblée ne renoncerait pas plus à son droit de renverser le Gouvernement que le président à celui de dissoudre l'Assemblée. Mais, avant d'en arriver là, ils exploreraient, l'un et l'autre, les possibilités d'une certaine vie en commun* », écrivait-il dans une tribune libre publiée par *Le Monde* le 16 septembre 1983, intitulée *Théorie de la cohabitation*. En 1990, il suggère même un concept de « *nouvelle cohabitation* » pour 1993, avec un Premier ministre dénué de toute ambition élyséenne : une idée manifestement reléguée aux oubliettes, quand en 1995, sous les ors de l'hôtel Matignon, il annonçait sa candidature à la fonction présidentielle...

Président dans les sondages

La tentative de révision de la loi Falloux retoquée par le Conseil constitutionnel et le recul du gouvernement sur la mise en place d'un contrat jeune (le Contrat d'insertion professionnelle, CIP) après d'importantes et violentes manifestations, n'ont pas écorné l'image du Premier ministre auprès des Français. Fort d'une côte de popularité qui ne descend pas en dessous de 60%, Édouard Balladur est déjà président, mais seulement dans les sondages qui le créditent de 29 % des intentions de vote au premier tour, contre 17% à son « *ami de 30 ans* » Jacques Chirac. « *Un accord politique, ayant aussi valeur de contrat moral, était scellé entre nous pour les deux années à venir [...]. Édouard Balladur dirigeant le gouvernement pendant que je me consacrais à la préparation de l'élection présidentielle. Et je ne croyais pas devoir douter de sa parole* », observe Chirac dans ses *Mémoires*, non sans une étrange naïveté. Car l'éminence grise de Pompidou avait manifestement faite sienne la phrase dégainée par son ex-mentor à qui l'on demandait quand il avait pour la première fois pensé à l'Élysée. Réponse de Pompidou : « *La minute où j'ai franchi le seuil de Matignon* ».

Tous les commentateurs politiques de l'époque jouent le même disque rayé, répétant à l'unisson que « *l'élection présidentielle est déjà jouée* ». Le porte-parole de la campagne du candidat Balladur, Nicolas Sarkozy, se permet même d'évoquer publiquement une possible victoire dès le 1^{er} tour. Les uns après les autres, les chiraquiens rejoignent le camp de celui que tous désignent comme le futur

président de la République. Mais au soir du 1^{er} tour, le 23 avril 1995, Chirac devance Balladur avec 20,8% contre 18,6%. Devant les caméras, la mine déconfite, le Premier ministre sortant et candidat battu appelle à voter Chirac, déclenchant les lazzis de ses partisans, auxquels il assène le désormais culte : « *Je vous demande de vous arrêter !* ».

Édouard Balladur dans l'étau judiciaire

Lui-même stoppé net par le retour triomphal de Chirac dans l'opinion, Édouard Balladur retrouve son siège de député de Paris, qu'il a conservé jusqu'en 2007. Il préside aussi la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée. Retraité du palais Bourbon, il est bombardé président du Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions par Nicolas Sarkozy, qui vient fraîchement de s'installer à l'Élysée. L'année suivante, en 2008, il endosse la présidence du Comité pour la réforme des collectivités locales. Mais ce sont surtout les ennuis avec la justice qui ont pris le dessus à la fin de sa carrière. En 2011, les juges Renaud van Ruymbeke et Roger Le Loire soupçonnent un financement occulte de sa campagne présidentielle en 1995, dans le volet financier de l'affaire Karachi. Ce que l'ancien Premier ministre a toujours démenti. En 2016, la Cour de justice de la République (CJR) s'est prononcée sur la non-prescription des faits reprochés à Édouard Balladur.

L'étau judiciaire s'est progressivement res-

serré autour d'Édouard Balladur, avec la mise en examen de son chef de cabinet à Matignon, de son directeur de campagne, et du trésorier de cette dernière. Jusqu'à sa propre mise en examen par la Cour de justice de la République (CJR), intervenue le 30 mai 2017, pour « *complicité d'abus de biens sociaux et recel* ». Une décision immédiatement contestée devant la Cour de cassation par les avocats d'Édouard Balladur, car elle « *ne tire aucune conséquence de la validation du compte de campagne par le Conseil constitutionnel en octobre 1995, non plus que de l'ancienneté des faits, vieux de vingt-trois ans* ». Il est finalement relaxé en 2021 mais pas son ex-ministre de la Défense François Léotard, aujourd'hui décédé, qui est condamné à deux de prison avec sursis.

Édouard Balladur est revenu en 2013 sur sa relation avec Chirac, dans *La tragédie du pouvoir*, un livre sur les derniers mois de George Pompidou à l'Élysée dont l'auteur fut le secrétaire général, tandis que Chirac officiait place Beauvau au ministère de l'Intérieur. « *Pas encombré par les convictions* », Balladur dresse le portrait d'une girouette politique, « *tour à tour dirigiste, social-démocrate, libéral, antieuropéen, pro-européen, productiviste, écologiste, anti-américain, pro-américain, nationaliste, tiers-mondiste, apôtre des droits de l'homme, ami des despotes d'Afrique ou d'Asie à la réputation sulfureuse* ». Des propos vengeurs qui donnent la tonalité de la prétendue réconciliation intervenue entre les deux hommes.

Veuf depuis le décès de son épouse Marie-Josèphe le 31 décembre 2025, il avait fêté son 97^e anniversaire le 2 mai 2026. Sans celle qui

aura passé près de 70 ans à ses côtés.

Avec cet apparent détachement et la nonchalance de celui qui voit les choses de loin, ses manières policées et cet air toujours un peu las, Édouard Balladur laisse l'image d'un homme courtois aux propos toujours mûrement réfléchis. Une manière peut-être d'éviter de se retrouver en situation de faiblesse, en gommant soigneusement émotions et fantaisies. Aux antipodes des bateleurs et des showmen de la politique, celui qui longtemps demeura dans l'ombre avait plus la préoccupation de convaincre que celle de séduire.



Edouard Balladur, ancien Premier ministre français (1993 – 1995), le 14 avril 2021 dans les studios de France médias monde.

Édouard Balladur en 10 dates

- 1929 : Naissance à Smyrne (l'actuelle Izmir en Turquie)
- 1934 : La famille Balladur s'installe à Marseille au 227 boulevard Chave
- 1946 : Pensionnaire chez les maristes de la rue Vaugirard à Paris, comme François Mitterrand
- 1950 : Diplômé de Science Po
- 1957 : Classé cinquième au concours de sortie de l'ENA (promotion France-Afrique)
- 1957 : Mariage avec Marie-Josèphe Delacour avec qui il aura quatre fils
- 1964 : Édouard Balladur entre au cabinet du Premier ministre George Pompidou
- 1968 : Conseiller économique à Matignon, il est l'un des acteurs-clés des accords de Grenelle
- 1986 : Ministre d'État, chargé de l'Économie, des Finances et de la Privatisation
- 1993 : Premier ministre